

DÉCRYPTAGE

Par LILIAN ALEMAGNA

L'UMP bloque les sondages à l'Assemblée

Marine Le Pen en tête dans trois sondages. Une méthodologie de l'institut Harris Interactive suspectée de bidouillage. Des sondés attirés par la possibilité de gagner 7 000 euros... Il n'en fallait pas plus pour relancer les débats sur l'encadrement législatif des sondages. Ça tombe bien : une proposition de loi, votée à l'unanimité au Sénat, est bloquée depuis mi-février à l'entrée de l'Assemblée nationale. Refus du gouvernement et des députés UMP de la mettre à l'ordre du jour. Hier, les socialistes ont annoncé qu'ils utiliseraient une de leurs journées réservées, en mai ou en juin, pour soumettre le texte aux députés.

Que dit la proposition de loi ?

Concocté par les sénateurs Hugues Portelli (UMP) et Jean-Pierre Sueur (PS), le texte propose de rendre les sondages politiques plus sincères et plus transparents (interdiction de rémunérer les interrogés, obligation de publier les marges d'erreur...), d'apporter davantage de cohérence à la législation actuelle et de donner plus de pouvoir à la commission des sondages.

Pourquoi le gouvernement s'y oppose ?

Au Sénat, le gouvernement, par la voix de Patrick Ollier, ministre des Relations avec le Parlement, avait expliqué que «certaines dispositions pos[ai]ent problème sur le plan

constitutionnel». Hier, Christian Jacob, patron des députés UMP, avançait un autre argument : «C'est compliqué d'avoir une proposition de loi sur ce sujet à un an des échéances, au moment où les sondages vont s'accélérer.» «Justement, c'est avant l'été qu'il faut changer la loi, rétorque Jean-Pierre Sueur. Le sondage de Harris Interactive respecte la loi de 1977.» Preuve pour lui qu'il serait temps d'intervenir... «A l'approche de l'élection présidentielle, il s'agit de mettre de l'ordre dans ces pratiques, défend Delphine Batho, députée (PS). Le gouvernement pourrait faire des amendements... Mais, là, il y a une vraie volonté de blocage.»

Le texte a-t-il une chance d'être accepté ?

En attendant la mise à l'ordre du jour du texte, «des représentants des instituts de sondages font du lobbying», fait remarquer Sueur. «Une boîte est venue faire de la retape, mais ça reste mesuré», dit-on au groupe PS à l'Assemblée. «Ce qui inquiète les sondeurs, c'est l'obligation de livrer leurs méthodes de redressement», fait valoir Delphine Batho. C'est-à-dire dévoiler les recettes de leurs sondages. Les députés Nouveau Centre semblent partis pour voter en faveur du texte. Mais, sans les voix UMP, le texte ne peut pas passer. «Ceux qui voudraient mettre le couvercle donneraient lieu à toutes les suspicions», prévient Jean-Pierre Sueur. ◆